

<http://divergences.be/spip.php?article2530>



Ralf Dreis

Des « poseurs de bombes » anarchistes ?

- Archives - 2011 - Avril 2011 - Français - INTERNATIONAL -

Publication date: jeudi 31 mars 2011

Copyright © Divergences, Revue libertaire internationale en ligne - Tous

droits réservés

« La vie pénètre en moi, me transperce de son horreur, me remplit de colère pour son injustice, son déni de justice organisé, m'humilie pour mon incapacité à résister, à me soulever, à me défendre contre notre humiliation perpétuelle. Si j'avais vingt ans, je commencerais par le sommet des montagnes, partisane, voleuse, pirate, j'ouvrirais les yeux de ceux qui suivent leur destin sans protester, de ceux qui sont aveugles. Non, ma révolution n'aurait pas pour cible l'Establishment et son système, mais tous ceux qui le supportent. »

Cette citation de l'écrivaine grecque Lili Zografou (1922-1998) montre bien son désespoir face à la passivité des hommes et des femmes qui l'entourent et à leur complicité avec les crimes d'un régime oppresseur.

Sommaire

- [Le syndrome des prisonniers](#)
- [« Pas de solidarité avec \(...\) »](#)

Quarante ans après ses mots, on retrouve cette haine irrépressible dans les communiqués de la guérilla urbaine grecque *Synomosia Pyrinon tis Fotias* (SPF, Conjuraison des cellules de feu). Haine des flics, des bonzes et des politiciens, certes, mais haine aussi de « la société ».

Gerasimos Tsakalos, un des membres du groupe, l'exprime bien dans sa déclaration du 24 décembre 2010 depuis la prison de Maladrinou : « Toutes les personnes au pouvoir sont un tas de racailles, de menteurs, de tricheurs et de sadiques qui prennent des décisions catastrophiques pour nous. C'est indiscutable. Mais qui les élit ? Qui les respecte et qui s'incline devant elles ? Qui les admire et voudrait bien être comme elles ou au moins leurs enfants. Qui se tait devant les injustices criantes qu'elles commettent ? Il n'y a qu'une réponse : la société. » Ce sont là les raisons pour lesquelles Tsakalos se situe dans un « nouveau courant » de l'anarchisme, « le nihilisme révolutionnaire et l'anarchisme anti-société ».

La conspiration des cellules de feu

Le 17 janvier 2011 s'est ouvert dans le prétoire de la prison Korydallos à Athènes le premier procès contre des membres avoués ou non des SPF. Dix personnes en tout, certaines en détention aux fins d'instruction, d'autres libres sous condition, devaient se défendre de plusieurs chefs d'accusation.

Un énorme dispositif policier filmait les proches, parents, ami-e-s, camarades, observateurs. On était fouillé à l'entrée du tribunal, les papiers d'identité étaient copiés. La défense demanda que soit mis fin à cette pratique contraire au droit, mais le tribunal refusa ; les trois membres avoués des SPF et d'autres accusés se mirent sur le champ en grève de la faim.

Cette mesure servait d'intimidation et de criminalisation de l'opinion publique, c'est pourquoi ils refusèrent d'apparaître au procès et demandèrent à leurs avocats de le boycotter. Les autres inculpés les suivirent, de sorte que le procès se déroula sans accusés ni défenseurs, devant une salle vide. Une première.

En raison de divergences entre le groupe hétérogène des accusés, la grève de la faim a été arrêtée le 11 février. Ces dernières années, les SPF - leurs premières actions ont eu lieu en 2007 - ont lancé d'innombrables attaques contre des institutions de l'État et du capital, et ont été poursuivies par l'Etat grec comme organisation terroriste. Il s'agissait surtout d'incendies dirigés contre des banques, des sièges de partis, des parkings, des postes de police et autres du même genre.

Après l'assassinat du jeune Alexis Grigoropoulos en décembre 2008, ces attentats se multiplièrent dans tout le pays. Pendant plusieurs mois, des attaques furent lancées chaque jour. Parfois les actions étaient menées par des groupes différents. Parmi eux se détache un nom qui revient sans cesse, Synomosia Pynon tis Fotias. Au début de 2009, les SPF développèrent leurs armements ; elles utilisent depuis lors des explosifs, notamment le 30 décembre 2010 lors de l'attentat contre le tribunal administratif d'Athènes.

Dans ses communiqués, l'organisation présente des positions qui rappellent celle du social-révolutionnaire russe Serge Netchaieff (1847-1882), avec une critique dure contre la gauche radicale et la majorité du mouvement anarchiste qui ne luttent pas suffisamment contre la « démocratie capitaliste ».

À l'inverse, d'autres secteurs du mouvement ont vite critiqué les « actions irresponsables » des SPF, comme les explosifs déposés dans des poubelles proches d'une réunion électorale du parti conservateur Nea Dimokratia en septembre 2009, ou l'attaque contre le Parlement grec en janvier 2010. Les SPF ont repoussé la critique : tout est sous contrôle, personne n'a été blessé.

C'était là un hasard heureux. Lorsqu'en novembre 2010 des lettres piégées ont été envoyées à des ambassades à Athènes et à des institutions européennes, deux jeunes gens ont été arrêtés qui ont revendiqué leur appartenance aux SPF. Il y avait déjà eu des arrestations en septembre 2009 : à Chalandri, un quartier d'Athènes, une perquisition dans une maison liée à des attentats avait entraîné l'arrestation de cinq jeunes gens aux termes de la loi antiterroriste. Il semble que la maison a été passée au peigne fin, les empreintes digitales relevées pour y trouver d'éventuels membres des SPF. Des mandats d'arrestations furent délivrés contre six hommes, qui sont passés à la clandestinité. Et cela a continué pendant des mois sur la base d'empreintes, trouvées parfois sur des CD ou des sachets de plastique.

En décembre 2010, six nouvelles arrestations ont été opérées après des rafles de la police à Athènes, Thessalonique et Agrinion, où des quantités d'armes ont été saisies. Le 12 janvier 2011, quatre hommes ont été arrêtés à Vyronas, un quartier d'Athènes.

Le lendemain, la police s'en est prise à Fee Marie Meyer, une anarchiste de 27 ans qui a un passeport allemand. Son cas est exemplaire du travail de la police et des médias en Grèce. Sur un ton hystérique, ces derniers ont diffusé sans le vérifier le rapport de police faisant état de « l'arrestation de la fille de la terroriste recherchée de la RAF Barbara Meyer » et de « Horst Meyer, terroriste de la RAF tué à Vienne ». Rien que des mensonges ! La mère de Fee vit depuis des années en Grèce, et c'est un hasard si elle porte le même nom que la femme naguère recherchée en lien avec la Rote Armee Fraktion. Cette dernière d'ailleurs n'a jamais été condamnée et vit en Allemagne sans y être inquiétée. Le père de Fee s'appelle Walter, il est vivant et en bonne santé. Fee, en détention préventive [*elle a été libérée début mars, ndt*], ainsi que ses deux frères qui sont aussi des anarchistes militants et sa mère ont vivement critiqué la police et la presse dans des textes publics.

Le syndrome des prisonniers de la RAF

Celles et ceux qui ont vécu les années 1980 en milieu militant se souviennent. Critiquer ouvertement la Fraction Armée rouge était mal vu, c'était s'en prendre aux camarades en prison et affaiblir la juste lutte contre le « cochon de système ». Les anarchistes et autonomes qui osaient le faire étaient dénoncés comme des traîtres.

Il semble que le même travers règne aujourd'hui en Grèce. Si la majorité du mouvement anarchiste et antiautoritaire refuse de s'identifier au système des lettres piégées, on n'entend pas de critiques publiques. Naguère, on pouvait tranquillement prendre ses distances des « cinglés des SPF » en buvant une bière et ricaner sur ce qui se passerait quand tout prendrait feu. Depuis que leurs militants s'arrogent le qualificatif de « nouveau courant de l'anarchisme » et se vantent de fonder « un réseau anarchiste international d'action et de solidarité » dans le cadre de la pseudo-Fédération anarchiste informelle, il faut mettre un terme à cette folie.

« Nous appelons, écrivaient-ils en décembre 2010, au renforcement de la guerre révolutionnaire dans toutes les latitudes et longitudes, de l'Europe à l'Amérique latine. Nous sommes organisés au niveau international et visons l'ennemi. Nous ne pouvons pas attendre que les éléments subversifs se déversent dans la rue et que les groupes de guérilla frappent... Dans les manifs, nous brisons les crânes des flics, nous pillons les banques et leur foutons le feu, les bâtiments officiels explosent sous nos bombes, les armes exécutent les politiciens, les journalistes, les flics, les juges et tous ceux qui protègent ce monde. »

En janvier, le « commando Horst Fantazzini » [du nom d'un camarade italo-allemand mort en 2001 après une vie d'« honnête cambrioleur » ; ses amis dénoncent l'usage abusif fait de son nom : voir <http://www.horstfantazzini.net/>, ndt] répétait ces déclarations, saluant en outre « l'envoi ciblé de lettres piégées par nos camarades de la FAInformelle italienne, cellule révolutionnaire Lambros Foundas » en décembre 2010, lors duquel un collaborateur de l'ambassade chilienne, lui-même militant de gauche, avait perdu deux doigts.

Leur texte résonne comme un concentré de tous les rêves humides des services secrets. La discrète Task Force de l'Union européenne chargée du « terrorisme anarchiste » doit s'en lécher les doigts.

« Pas de solidarité avec les piègeurs de lettres 'anarchistes' »

C'est le titre d'un texte courageux publié en décembre 2010 par la Libertäre Aktion Winterthur (Suisse) (www.arachnia.ch/etomite/Joomla/index.php?option=com_content&task=view&id=359&Itemid=55). Trois membres du groupe grec Combat Révolutionnaire ont eux aussi protesté depuis leur prison contre l'utilisation par la FAInformelle du nom de leur camarade Lambros Foundas, tué par la police.

L'envoi de lettres piégées témoigne d'une grande bêtise politique, d'une inhumanité réactionnaire. Ce n'est jamais un acte révolutionnaire mais une lâcheté ; il a été pratiqué par des organisations fascistes et des services secrets. La « Fédération anarchiste informelle », qui utilise délibérément depuis 2003 le même sigle que la Fédération anarchiste italienne, est parfois soupçonnée d'être une fabrication de ces derniers - on en connaît suffisamment d'exemples, notamment en Italie pendant les années de la « stratégie de la tension » et des « massacres d'État » de 1969 [voir notamment Luciano Lanza, La ténébreuse affaire de la Piazza Fontana, éd. CNT 2007, ndt].

La Grèce est un laboratoire pour la politique de choc de l'Union européenne qui vise à déposséder et à priver de leurs droits de larges parts de la population ; le mouvement anarchiste devrait y prendre ses responsabilités. Plus de quarante camarades en prison, une répression brutale, cela ne doit pas pousser la solidarité dans des impasses.

Des « poseurs de bombes » anarchistes ?

La solidarité, ce n'est jamais du suivisme aveugle, il y faut des discussions ouvertes sur les méthodes de lutte et une critique politique claire, même à des camarades emprisonnés. C'est difficile de réagir dans un climat politique et social qui pousse au désespoir les personnes opprimées et compatissantes. La haine accumulée est compréhensible, mais elle ne devrait jamais mener à se réfugier dans des illusions dépassées de « propagande par le fait » ou à vouloir changer la société par des actes individuels de violence. Ils ne susciteront qu'une répression plus dure et un désespoir plus profond, jamais le soulèvement des masses.

À prendre les méthodes du monstre contre laquelle on combat, on devient une partie du monstre. S'il y a des valeurs pour lesquelles les anarchistes luttent, ce sont celles de la vie, de la liberté et de la dignité.

PS:

[Graswurzelrevolution](#) n°357, mars 2011.

Traduit de l'allemand par Marianne Enckell.